

**Texte de la conférence prononcée par le Dr Michel Lominy à
l'ouverture du colloque organisé par l'Association des ingénieurs et
scientifiques haïtiano-canadiens (AIHC) sur le thème "Communautés
et diaspora haïtiennes" à la Place Bonaventure de Montréal, le jeudi 4
octobre 2007**

Une vision novatrice de l'avenir pour Haïti

Mesdames et messieurs les québécoises et québécois venus d'Haïti,

Distingués invités,

Mes chers amis,

C'est à la fois un très grand honneur et un très grand plaisir pour moi de prendre la parole devant cet auguste aréopage, cette brillante assemblée composée d'ingénieurs, de médecins, de sociologues, de professeurs, d'enseignants, de représentants et membres du gouvernement haïtien, de québécoises et de québécois venus d'Haïti, d'hommes et de femmes d'horizons divers, pour donner la conférence inaugurale à l'ouverture du colloque « communautés et diaspora haïtiennes » et Exposition « Haïti dans toute sa splendeur » organisé par l'AIHC: association des ingénieurs haïtiens du Canada.

Je remercie les organisateurs de ce colloque, en particulier, mon ami, le professeur Samuel Pierre, de m'offrir cette belle et unique occasion de partager avec vous, ce soir, le fruit de mes réflexions sur le passé, le présent et le futur de mon pays, Haïti.

Le titre de la conférence: Une vision novatrice de l'avenir pour Haïti

Cette vision novatrice s'inscrit dans le cadre d'une démarche **prospective** qui préfigure le combat d'avant-garde que devront mener, dans la prochaine décennie, les élites et têtes pensantes d'Haïti, afin de parachever l'œuvre de nos ancêtres, cette œuvre, deux fois séculaire, qui a pour nom HAÏTI et qui, malheureusement aujourd'hui, 200 ans après sa création, reste et demeure, encore et toujours, un projet inabouti, une symphonie inachevée.

Cette vision est novatrice en ce sens qu'elle fait une proposition originale, très audacieuse, une proposition révolutionnaire, qui si elle est bien comprise et acceptée, permettra à Haïti de sortir, une fois pour toute, de cette cruelle impasse où elle est depuis des décennies. Sans se renier ni perdre de son prestige, bien entendu.

Je crois pouvoir dire également, que vous trouverez en filigrane, dans mes propos de ce soir, la réponse à plusieurs sinon à toutes les questions posées à l'atelier 2 qui se tiendra demain après midi.

La diaspora haïtienne au Québec, qui n'est certainement pas indifférente au sort de son pays d'origine, en témoignent les sujets de discussions qui auront lieu dans les différents ateliers, ne pourra pas se dérober à cet impérieux devoir patriotique de participer d'une manière ou d'une autre à la reconstruction d'Haïti. Car c'est bien de cela qu'il s'agit. Il faut reconstruire Haïti.

Et c'est pourquoi, à l'occasion de ce colloque, je veux provoquer un vrai débat national sur la question haïtienne.

Que faut-il faire pour faire aboutir ce projet commencé par nos ancêtres au prix de très lourds sacrifices?

Comment reconstruire Haïti.

Haïti projet inabouti Symphonie inachevée

Constater que Haïti est un projet inabouti, une symphonie inachevée, 200 ans après sa création, n'est guerre réjouissant pour nous, haïtiens. Ce constat nous interpelle tous.

Nous allons donc regarder loin en arrière, à partir de 1804, non pour y demeurer, mais pour essayer de comprendre ce qui s'est passé depuis jusqu'à nos jours, de rechercher les causes de ce lamentable échec, de dresser un état de situation, d'établir un état des lieux, et dans un deuxième temps nous vous proposerons le «que faire?» qui est cette vision novatrice de l'avenir, pour Haïti.

A) Des vérités qui dérangent

Le peuple haïtien fait face à un très sérieux et grave problème:

L'état haïtien est en crise. Il est en faillite. (*Multiple organ failure*). Il n'est pas viable. Il est aux soins intensifs. Il survit par des moyens «artificiels». Il est réduit à la mendicité endémique.....internationale.

Les raisons profondes et l'analyse de cette faillite.

1) Les raisons historiques et culturelles:

Les effets secondaires indésirables et pervers de la guerre de l'indépendance: Destruction des infrastructures de production et perte de précieuses ressources humaines. En vérité, Haïti est mal partie.

L'économie de guerre obligée, -dès le début de notre existence comme pays indépendant- face à l'hostilité manifeste des puissances colonisatrices.

Les dépenses militaires improductives: Il fallait construire des fortifications et acheter des armes au prix fort.

L'isolement diplomatique, le nouveau-né, Haïti, évolue, dès sa naissance, dans un environnement très hostile.

Le paiement de la dette de l'indépendance.

La violence continuelle érigée en système, comme seul et unique moyen de résoudre les conflits. En témoigne le premier acte notoire et officiel de résolution des conflits par la violence criminelle: l'assassinat de l'empereur en 1806, deux ans à peine après l'indépendance.

L'éternel «*koupé tèt boulé kay*» (couper les têtes et brûler les maisons), qui ne devrait plus avoir sa justification après l'indépendance.

Les innombrables actes de piraterie, de pillages et d'incendies criminels. Même l'ancienne cathédrale de Port-au-Prince n'a pas été épargnée.

Nos multiples et intempestives guerres intestines, fratricides et dévastatrices.

Les nombreuses extorsions de capitaux perpétrées sous la menace des canonniers de puissances étrangères au cours du XIX^{ème} siècle et plus près de nous (1914-1915), la disparition subreptice, clandestine et illicite des réserves d'or de la Banque Nationale.

Nos fréquentes dépenses somptuaires le plus souvent superflues et injustifiées.

L'incurie et la gabegie, la corruption et la prévarication qui règnent dans presque toutes les institutions de l'État.

Une instabilité politique récurrente à n'en plus finir.

Tous ces événements fâcheux de notre histoire, nos comportements regrettables et contreproductifs, nos turpitudes quotidiennes, notre forte propension au marronnage.

Un individualisme farouche, Cette tendance excessive à ne vivre que pour soi, comme si l'autre n'existe pas.

Notre penchant viscéral, une fois au pouvoir, à vouloir diriger sans partage, et à dériver vers le totalitarisme.

La méfiance à l'égard des uns et des autres.

La méfiance voire l'hostilité envers les étrangers «*étranjé pa mélé*»: étrangers s'abstenir.

Un nationalisme extrémiste, braillard, cocardier et de mauvais aloi, actuellement tout à fait dépassé.

L'exclusion de la vie politique et économique du pays des haïtiens vivant à l'étranger qui ont acquis la nationalité du pays d'accueil.

Avec pour corollaire obligé:

- L'exode (fuite) continu des capitaux,
- L'exode continu des cerveaux: départ forcé pour l'exil et départ volontaire.
- L'exode continu des bras.

2) L'explosion démographique et l'exode rural:

Une population qui n'a cessé et ne cesse de croître à un rythme accéléré, alors que les ressources n'augmentent pas ou même diminuent. On sait très bien ce qui arrive quand la croissance des revenus ne suit pas la croissance de la population.

Le morcellement à outrance de la terre conduisant au règne de la petite propriété. La déforestation et le déboisement à outrance exposant le sol aux pires phénomènes d'érosion.

La migration interne vers les villes, le dépeuplement des campagnes au profit des villes d'où une surpopulation urbaine et des bidonvilisations sauvages et intempestives.

3) Un chômage endémique et chronique:

La grande majorité de la population se retrouve au chômage (vrai ou déguisé). Cette majorité, qui réclame et demande des services à cor et à cri, n'a pas un revenu formel suffisant pour être assujéti à l'impôt. Bien au contraire, elle aussi, est réduite à la mendicité à travers les ONG

d'aide humanitaire et les transferts d'argent provenant des haïtiens vivant à l'étranger (la diaspora).

A noter qu'une certaine fraction de cette majorité - les petits entrepreneurs, les petits commerçants, les Madan Sara, les faiseurs de petits métiers - se retrouve dans «l'informel» et ne contribue pas non plus en impôt sur le revenu pour augmenter les recettes de l'État.

Tout ceci ne nous a pas permis, durant nos 200 ans d'existence, **d'accumuler le capital indispensable au développement de notre pays, Haïti.**

Et aujourd'hui l'État haïtien, le secteur privé - ladite «bourgeoisie d'affaires» haïtienne - la société civile en général, tous ensemble n'ont pas les moyens - **capital, technologie, savoir-faire et cadre légal** - pour exploiter les ressources naturelles (brutes) du pays, y ajouter de la valeur, en vue de créer des emplois productifs - (mettant la population au travail) - et générer ainsi des services et des richesses.

Il en résulte une énorme et insurmontable disproportion (gigantesque) entre d'une part les ressources disponibles et d'autre part les besoins à satisfaire à travers les missions régaliennes de l'État.

Nos dirigeants sont donc toujours en train de gérer la pénurie, la pauvreté et la misère. Le budget annuel étant toujours un budget de famine - Ex: 800 millions de dollars (dont, soit dit en passant, 500 millions doivent provenir de la communauté internationale) pour 10 millions d'habitants pour l'exercice 2005-2006-. Moins de \$100.00 par an par habitant. L'État étant le pourvoyeur de services par excellence, on comprend bien pourquoi, avec un tel budget, tous les services fournis sont au rabais voire exécrables et fort souvent inexistantes.

Ici, il est bon de rappeler les missions régaliennes incontournables de l'État: les missions inscrites dans la constitution.

- Délivrer un acte de naissance à tous les nouveaux nés.
- Faire le relevé détaillé des propriétés territoriales communales (Le cadastre).
- Financer la scolarisation obligatoire des enfants jusqu'à l'âge de 16 ans.
- Financer l'Université et le service recherche et développement (R&D).
- Protéger l'environnement et le patrimoine en général. Lutter contre la désertification.
- Assurer la protection des frontières terrestres et maritimes, et de l'espace aérien.
- Instaurer un pouvoir judiciaire crédible, compétent et impartial.
- Assurer la sécurité des vies et des biens à travers une police auxiliaire de la justice et une force de l'ordre.
- Collecter efficacement les taxes et les impôts sur tout le territoire.
- Dispenser des soins de santé primaire et assurer le fonctionnement adéquat des hôpitaux publics.
- Lutter contre les endémies majeures: Malaria, Tuberculose, Sida etc.
- Doter le pays des infrastructures de base indispensables à tout développement économique: Routes, Électricité, Télécommunications, Adduction d'eau courante, Port, Aéroport.
- Mettre en application des méthodes de conservation de l'eau. Châteaux d'eau, citernes géantes, lacs collinaires, barrages-réservoirs sur tous les cours d'eau et rivières.
- Curer régulièrement les rivières et les canaux d'irrigation des terres agricoles.
- Édifier de nouvelles villes et de nouveaux villages en des endroits ou sites appropriés dans les différents départements afin de contrer les bidonvilisations sauvages et intempêtes de nos villes existantes, et aussi afin de regrouper les populations rurales

et faciliter leur approvisionnement en services essentiels de base: électricité, eau courante, téléphone, écoles, hôpitaux, marchés publics, églises, centre de loisirs, stades de jeux etc.

- Appliquer une politique nationale effective et efficace de planification familiale.
- Mettre en place toutes les institutions prévues par la Constitution.
- Construire des prisons décentes dans tous les départements et des prisons à sécurité maximum pour les bandits dangereux.
- Mettre en place un système efficace de collecte, de ramassage et de traitement des déchets ménagers.
- Payer les services de la dette et de la pension civile des fonctionnaires de l'état arrivés à la retraite.
- Reboiser nos montagnes érodées (reforestation). Protéger et aménager nos bassins versants.

Etc. Etc. Etc. La liste étant loin d'être exhaustive.

Qui a déjà pensé à chiffrer financièrement le coût exact de toutes ces missions confiées à l'État pour réaliser et comprendre, qu'avec un tel budget annuel actuel de 1 milliard 200 millions de dollars, on est très, très loin du compte: Même si ce budget est bien dépensé au centime près, l'État haïtien ne peut pas remplir efficacement et utilement ses différentes missions régaliennes. Les bons résultats ne peuvent pas être et ne seront pas au rendez-vous.

L'État haïtien n'a pas les moyens financiers de remplir les différentes missions régaliennes qui lui sont confiées par la constitution et les lois de la république. Il est en faillite. «*Haïti is a failed state*». Haïti est décapitalisé.

Pour son plus grand malheur, le peuple haïtien confie la solution de tous ses problèmes collectifs à un État «décapitalisé», un État en faillite.

Malheureusement aussi, tous nos dirigeants, et ce depuis des décennies, au lieu de se colleter avec les difficultés de trouver la solution à la faillite de l'État, due principalement au chômage de 70% des habitants, ont toujours choisi la voie facile, sans effort, de la coopération internationale; une coopération qui s'apparente à la mendicité: Aide humanitaire, support budgétaire à plus de 50%, actuellement à 65%, des emprunts insignifiants, des dons dérisoires face à nos énormes besoins et tout récemment, le Cadre de coopération intermédiaire (CCI), négocié par le gouvernement provisoire de M. Latortue.

Une coopération qui, à l'évidence, ne fait que maintenir Haïti dans un état permanent de pays assisté et de dépendance avilissante. Haïti ne meurt pas mais n'arrive jamais à quitter l'hôpital et à voler de ses propres ailes. **Il est voué à une longue agonie, cruelle et inhumaine.**

Pis encore, sous un tel régime d'aide bilatérale et multilatérale, Haïti se retrouve à la merci de trop de «partenaires», sans aucune coordination entre eux, **des partenaires totalement irresponsables et n'ayant aucune obligation de résultats** : «*Kabrit ki gen tròp mèt mouri nan kòd*». Encore que quand on a trop de «partenaires» on risque d'attraper le sida.

On se demande, avec raison, comment et pourquoi un peuple, jadis si fier, peut-il consentir sans réticence, voire se complaire à vivre de l'assistanat (*kwi nan men*) et en même temps se prévaloir d'une quelconque souveraineté. Utopies!!! Chimères!!!

On se demande aussi, pourquoi nos politiques et nos dirigeants, à quelques exceptions près, ont toujours négligé la dimension économique du développement du pays pour se concentrer

uniquement sur sa dimension sociale et politique, là où, évidemment, il est très facile de faire de la démagogie. Ah! Les marrons que nous sommes!!!

Pourquoi, par exemple, cet acharnement à vouloir coûte que coûte maintenir en vie des compagnies en faillite comme l'Électricité d'Haïti, pour ne citer que celle-là.

Quand l'État est en faillite, la Nation est en péril. Ses chances de survie sont très minces. Caveat !!!

Un État en faillite freine le développement du pays et rend impossible la restauration de l'autorité de l'État.

De plus, quand l'état est en faillite, la nation est en passe d'être occupée ou phagocytée par un autre état « voisin » donc de disparaître ou de se voir mettre sous tutelle de l'ONU. Catastrophe !!! A moins d'être dirigée par un dictateur féroce et sanguinaire.

La grande question que l'on doit donc se poser aujourd'hui: Quelle solution pour un État en faillite ? Ou qu'est-ce qu'on fait avec un État en faillite ? Et qui a intérêt que cette faillite persiste et perdure?

Le débat est ouvert : Car l'avenir de notre pays dépend de la réponse qu'on aura donnée à cette question fondamentale.

Ce débat nous emmène au «que faire?».

B) Que faire? Une vision novatrice de l'avenir pour Haïti

1. **Un Partenariat économique à bénéfices réciproques et à responsabilités partagées avec un autre État.**
2. **Une politique d'immigration intelligente et rentable.**
3. **Une politique de migration zéro des classes moyennes.**

Pour sauver Haïti.

De la même façon que nos ancêtres ont fait une révolution sociale et politique pour abolir l'esclavage et fonder un « État Nation », nous, nous devons faire une révolution économique, cette fois pour abolir la misère et pauvreté.

Haïti ne peut pas sortir seule de ce gouffre de misère, de cet affreux marasme économique, politique et social dans lequel elle est plongée. Elle ne peut pas, seule, avec les maigres ressources actuellement disponibles, faire cette révolution économique, Elle a forcément besoin d'un Partenaire (économique), **d'un Partenaire responsable, avec obligation de résultat.**

Dans cette perspective, Haïti doit s'ouvrir sur l'extérieur et, en connaissance de cause, monter au plus vite dans le train de la mondialisation. Le TGV de la mondialisation.

Car, tout nationalisme primaire, extrémiste, tout repli sur soi, toute velléité de vivre en autarcie est suicidaire.

S'il est vrai que, comme dit notre devise, l'Union fait la force, l'Union des États fera la force, la puissance et la richesse.

Il faut tirer des leçons de l'Histoire; commencer par regarder et s'inspirer des solutions que d'autres peuples ont trouvées avant nous: ce qui s'est fait en Amérique du nord dans le passé avec d'excellents résultats, ce qui se fait actuellement en Europe, et aussi, plus près de nous, ce qui se dessine en Amérique du sud.

En Amérique du nord, 50 états se sont fédérés pour donner naissance aux États-Unis d'Amérique et 200 ans plus tard ils sont devenus la plus grande puissance militaire et économique du monde; de même, plus au nord 10 états ou provinces se sont confédérés pour former le Canada, pays riche dont le niveau de vie de la population est actuellement très convoité.

En Europe, depuis la fin de la 2^{ème} guerre mondiale, il se construit patiemment une union d'États, l'Union Européenne avec 27 états. Un cluster d'États dirait Kesner Pharel; les européens ayant compris, comme l'a si bien dit le professeur Jean Claude Figolé, que le concept d'états nations a atteint ses limites historiques et que l'avenir appartient désormais aux grands ensembles économiques.

Haïti doit suivre ces bons exemples, car tout nationalisme primaire, extrémiste, tout repli sur soi, toute velléité de vivre en autarcie en vue de sauvegarder une souveraineté hypothétique, est contre-productif voire suicidaire. Si on n'y prend garde, dans trois siècles nous serons encore au même point, en train de marquer le pas et de faire, pour répéter René Depestre, **du surplace existentiel**, conduisant inévitablement à la mendicité endémique et au perpétuel assistanat. Quelle infamie !!!

De la même façon que, même au prix de très grandes concessions, la Roumanie, la Bulgarie ont négocié et réussi leur entrée dans l'Union Européenne, Haïti doit commencer à négocier dès maintenant un accord de partenariat économique « privilégié », basé sur le consentement et l'intérêt mutuels, un partenariat à responsabilités partagées et à bénéfices réciproques, avec un SEUL État - un grand ensemble économique - disposant du capital, de la technologie et du savoir-faire dans le domaine du développement économique.

Ce partenariat économique privilégié n'exclut pas, bien entendu, de bons rapports de voisinage, d'amitié, de coopération franche et loyale avec d'autres États.

L'économie et le profit mènent le monde, les maître mots étant: Travail. Rentabilité. Création de richesses.

Haïti étant décapitalisé, il faut la recapitaliser.

En effet, les investisseurs des continents, -nord-américain, européen et asiatique- disposent du capital, de la technologie et du savoir-faire indispensables pour recapitaliser Haïti, exploiter et mettre de la valeur ajoutée sur toutes ses ressources naturelles brutes, avec pour objectif final, en bout de chaîne, de mettre la majorité des haïtiens au travail, un travail productif et rentable: condition essentielle pour la reconstruction d'un État haïtien viable, d'un État haïtien moderne. Ces investisseurs accepteront volontiers de le faire, à condition qu'ils trouvent **le cadre légal** garanti par un État - un grand ensemble économique - dans lequel Haïti serait désormais intégrée à titre de Partenaire privilégié.

Ainsi les haïtiens, se mettront au travail pour produire eux-mêmes, à travers une solide économie de service (Tourisme d'abord, Tourisme ensuite, Tourisme toujours, hôtellerie, industrie des loisirs, industrie de la détente et du bien être et accessoirement production agricole et agro-industrie), les richesses nécessaires et indispensables pour faire de la nouvelle Haïti, - l'Haïti de la renaissance de Hérold Jean-François, désormais partenaire et/ou intégré dans un grand ensemble économique, - un État moderne, digne de nos ancêtres et de notre glorieuse histoire.

Comme la France, l'Allemagne, l'Italie, l'Espagne dans l'Union Européenne, Haïti ne perdra pas son identité propre. Au contraire, une fois la misère et la pauvreté abolies ou réduites à un niveau supportable, ce sera la souveraineté retrouvée à travers ce Partenariat privilégié, à responsabilités partagées et à bénéfices réciproques, avec un autre État. Un partenariat basé sur la sincérité, le consentement et l'intérêt mutuels.

La majorité de la population Haïtienne acceptera volontiers cette solution pour sortir de la pauvreté et de la mendicité dégradante, avilissante et humiliante dans laquelle le pays se retrouve depuis des décennies. D'ailleurs, dans les conditions actuelles, toute cette majorité est prête à partir si les États-Unis ou le Canada ou tout autre pays riche décident de libéraliser la livraison des visas d'entrée sur leur territoire.

Haïti est potentiellement riche, mais, paradoxalement, les haïtiens sont pauvres.

Cet État partenaire n'aura rien à donner en cadeau, par pure charité, et il a tout à gagner. Un vrai partenariat à bénéfices réciproques. Un vrai *Win-Win solution*.

Haïti lui offre, outre des millions de bras pour ses entreprises délocalisées et 10 millions de consommateurs pour les produits manufacturés de ses entreprises et de ses usines, Un territoire de 27500 kilomètres carrés, avec un climat très agréable,

De superbes chaînes de montagnes, au sommet desquelles il ne fait jamais ni trop chaud, ni trop froid et où l'on peut bâtir des villes, de luxueuses villas, des châteaux, des maisons de vacances d'hiver, des maisons de retraite pour personnes âgées, des citadelles, que sais-je encore.

Une position géostratégique dans les caraïbes, près de l'équateur.

Haïti est sur la route des bateaux de croisières et des gros bateaux marchands.

Quatre îles (la Gonâve, la Tortue, les Cayemites, l'île à vaches, sans oublier la Navase); où développer des complexes touristiques de « cinq étoiles » Des complexes très luxueux pouvant accueillir les sommets du G8 et autres réunions internationales importantes etc. Où tous les grands de ce monde pourront venir passer leurs vacances.

Mille cinq-cents (1500) Kms de côtes avec des plages de sable blanc, très fin pour des stations balnéaires de rêve, des marinas, des installations portuaires modernes pour recevoir des yacht haut de gamme et des bateaux de plaisance, des ports de croisière touristique (à Jacmel par exemple).

Des eaux territoriales pour une industrie moderne de pêche.

Des ports potentiels en eau profonde pour des raffineries de pétrole et des ports francs qui seront utilisés par les gros bateaux marchands passant dans la zone.

Par le canal du vent au large du môle St. Nicolas passe plus du tiers du commerce maritime mondial.

Un potentiel énorme d'énergie solaire : Haïti ayant un des plus hauts taux d'ensoleillement annuel du monde.

Un potentiel d'énergie éolienne, au large du môle St Nicolas par exemple.

Son sous sol avec des minerais non exploités.

Une mine de silicium à savane zombi; une mine d'or; une mine de charbon minéral; du marbre rose, blanc et vert, etc.

Peut-être du pétrole, sans compter ce qui existe déjà, en état de sous-exploitation dans le pays.

Sa faune et sa flore tropicales, Le lac Azuei. Les cascades et chutes d'eau dont celle de Pichon dans le sud est, des grottes, le pic du morne Laselle à 2500 mètres d'altitude.

Son patrimoine archéologique et architectural, sa citadelle Laferrière, les différents forts d'après guerre de l'indépendance et autres sites historiques.

Son artisanat, ses artistes, sa peinture.

Son folklore, sa musique, sa danse.

Ses religions, son bilinguisme créole, français.

Son histoire et sa culture en général, etc.

En clair, Haïti ne se présente pas les mains vides. Haïti n'est pas démunie de tout. Haïti possède des actifs à mettre (miser) sur la table. Haïti n'est pas obligée d'être un mendiant. Haïti peut être un partenaire sérieux et attrayant.

En revanche, Haïti va s'enrichir, avec un taux de chômage qui va baisser à un niveau supportable. Les haïtiens vont pouvoir travailler, avoir un revenu décent et suffisant non seulement pour satisfaire leurs besoins mais aussi pour donner à leur État les moyens financiers de remplir ses différentes missions régaliennes.

Haïti va sortir de son état lamentable et indigne de pays assisté, de mendiant international, pour se camper dignement et fièrement, la tête altière et haut les fronts, à côté de son Partenaire, avec sa belle et inséparable médaille 1791-1803-1804 solidement épinglée à sa poitrine et son bicolore, bleu et rouge, flottant ostensiblement partout sur son territoire.

L'union des États fait la force, la puissance et la richesse.

Je n'invente rien, qu'on le veuille ou non, le 21ème siècle sera le siècle de l'union des États, en plus d'être le siècle des femmes au pouvoir.

A l'exemple des États-Unis (50 États) et du Canada (10 États), l'union Européenne est en voie de formation (27 états). La Turquie frappe à leur porte; la Roumanie et la Bulgarie y ont fait leur entrée au milieu de l'allégresse générale. Les Turcs, les Roumains et les Bulgares ne sont pourtant pas moins nationalistes que nous.

En Amérique du sud on y pense aussi. Hugo Chavez du Venezuela, même avec sa richesse en pétrole, sent le besoin de s'entendre avec les états voisins et plaide déjà pour une union d'États, l'Union Bolivarienne avec la Colombie, la Bolivie, l'Équateur, le Pérou.

Pourquoi Haïti devrait-elle nager à contre courant de ce grand mouvement planétaire, porteur d'espoir pour une véritable civilisation, une civilisation mondiale, en vue d'instaurer sur la terre d'Haïti un monde plus heureux et plus équitable? Pourquoi Haïti ne se choisit-elle pas un Partenaire dès maintenant, un vrai Partenaire économique à la hauteur, au lieu d'attendre que la force des choses lui en impose un?

Une politique d'immigration intelligente et rentable.

"Il n'y a de richesses que d'hommes." (Schultz)

Tout comme les États-Unis et le Canada, Haïti redeviendra une terre d'immigration: source de progrès et d'épanouissement, au lieu d'être une terre de transit, une terre d'émigration: source de régression et de déchéance.

Dans cette perspective, sa politique d'immigration, pour être intelligente et rentable, doit viser d'abord, à tout seigneur tout honneur, les haïtiens de la diaspora. Et pour réussir, il faut, de toute urgence, réparer cette flagrante et terrible injustice faite à ceux qui ont acquis la nationalité du pays d'accueil et qui n'ont pas su et ne peuvent plus profiter de l'article 286 de la constitution de 1987; Oui, il faut réparer, toutes affaires cessantes, cette monstrueuse et révoltante injustice de les avoir exclus de la vie politique et économique du pays, car, la nationalité d'origine, la nationalité de naissance, est un droit acquis, un droit incessible, un droit inaliénable qu'aucune constitution, aucune loi, aucun pouvoir, aucun gouvernement, ne peut ôter sans le consentement exprès de l'intéressé.

Haïti, où la fuite des cerveaux a toujours été la règle et non l'exception, ne peut plus se payer le luxe de perdre d'aussi précieuses ressources d'une valeur inestimable. *Enough is enough.*

D'autant plus que certaines figures prestigieuses, certaines personnalités éminentes de la diaspora haïtienne, celles qui ont atteint les plus haut sommets de l'échelle des valeurs, de l'échelle politique et sociale dans leur pays d'accueil, celles qui ont fait et font encore la fierté de l'être haïtien, et du Jacmélien en particulier, celles-là seront très utiles sinon indispensables pour mener à bien les négociations en vue d'aboutir à ce partenariat économique avec un autre État afin de parachever l'œuvre de nos ancêtres, d'une Haïti belle et prospère où il fera toujours bon de vivre.

Il n'y a de richesses que d'hommes.

Fini le départ volontaire des classes moyennes instruites vers les pays du Nord. Finis les «braceros» haïtiens dans les «batey» dominicains; finis les boat people sur les côtes de la Floride, des Bahamas et des îles Turk and Caicos. Nous avons besoin d'eux, nous avons du travail pour eux.

Tous ceux et celles -nos cerveaux, nos compétences, nos bras- qui sont partis «chercher la vie» en République dominicaine, à Cuba, aux Bahamas, à la Guyane, en Guadeloupe, en Floride, au Québec, au Canada etc. Tous, ils reviendront. Les uns, parce qu'ils pourront s'investir et investir en Haïti dans tous les domaines, politique, économique et social; les autres, parce qu'ils auront du travail chez eux, en Haïti même. Travail et revenu qui les revaloriseront et feront d'eux désormais des agents économiques: c'est à dire des consommateurs, des contribuables, des épargnants, des investisseurs etc., en un mot des Hommes, des citoyens fiers de voyager avec un passeport Haïtien qui leur permet de visiter n'importe quel pays du monde.

Et le ressortissant de l'état partenaire, investisseur également, se sentant désormais chez lui, citoyenneté oblige, s'installera confortablement en Haïti avec ses compétences et son capital, en un mot s'y intègrera.

A trop vouloir se replier sur elle-même et à s'entêter à faire cavalier seul, au nom d'une hypothétique souveraineté, Haïti se retrouve à nager seule et à contre-courant de l'évolution du monde contemporain. Un véritable suicide collectif.

Haïti n'a pas forcément besoin de donateurs.

Haïti n'a pas forcément besoin de bailleurs.

Haïti a surtout besoin d'un Partenaire.

Un seul et vrai Partenaire,

Responsable et à la hauteur,

Qui puisse gagner la confiance et attirer de très gros investisseurs.

Afin de faire, de la majorité des haïtiens, de bons travailleurs, de bons consommateurs, de bons contribuables, de bons entrepreneurs et pourquoi pas de bons investisseurs.

Grâce à ce partenariat économique avec un autre État, le chômage va être réduit à sa plus simple expression, et Haïti fera, elle aussi, à l'instar du Québec, sa révolution tranquille. Imaginez un autre 1804, pacifique cette fois, sans un coup de feu, sans le «*koupé tèt boulé kay*», en vue d'abolir la misère et la pauvreté.

Et ce sera enfin, à n'en pas douter, le début d'une nouvelle ère, les premiers rayons de soleil d'une nouvelle vie, de nouvelles perspectives, plus enrichissantes et plus épanouissantes pour

tous les Haïtiens. Désormais Haïti pourra, à bon droit, se targuer d'être la *Perle des Antilles*, le Tigre de la caraïbe, véritable paradis tropical.

HAITI est à l'heure du choix

D'un côté,

Être un pays assisté, un pays constamment menacé d'occupation, un pays sous tutelle, un pays réduit à la mendicité endémique,

De l'autre,

Être un partenaire digne et respecté dans un partenariat économique où la misère est abolie et la pauvreté réduite à sa plus simple expression, le choix ne devrait pas être difficile à faire.

Moi, j'ai choisi. Et Vous ?